



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Lundi 15 avril 2024

Moyen-Orient.....	1
Le Président et le gouvernement ont discuté de l'attaque iranienne contre Israël et de la situation au Moyen-Orient	1
Propos du Président Stubb	2
Propos de la ministre des Affaires étrangères	2
Propos du président de la commission des Affaires étrangères.....	3
Editoriaux.....	3
"Il faut arrêter la spirale de la vengeance au Moyen-Orient" TS	3
Une nouvelle phase dans la spirale de la vengeance au Moyen-Orient.....	3
Politique étrangère et européenne	4
Interview du Président Stubb	4
Editorial.....	5
« Il faudra s'habituer au style de Stubb » HS	5
Frontière orientale	6
Editorial.....	6
L'État de droit doit être résilient aux crises	6
Diplomatie.....	7
Nominations d'ambassadeurs.....	7
Energie	7

Moyen-Orient

Le Président et le gouvernement ont discuté de l'attaque iranienne contre Israël et de la situation au Moyen-Orient

Lundi matin, le Président de la République et le Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité ont discuté de l'attaque iranienne contre Israël dans la nuit de samedi à dimanche et de la situation dans la région du Moyen-Orient, lors d'une réunion extraordinaire.

La Finlande condamne fermement l'attaque iranienne et souligne l'importance cruciale de la désescalade dans la situation tendue au Moyen-Orient. La Finlande et l'UE s'efforcent d'influencer toutes les parties afin qu'elles s'abstiennent de toute action susceptible d'affaiblir davantage la sécurité régionale. La Finlande maintient des contacts actifs avec les pays de la région.

Vn

Propos du Président Stubb

A l'issue de la réunion du Président et du comité interministériel des Affaires étrangères et de Sécurité TP-UTVA, le Président Alexander Stubb a dit que la situation semblerait s'être calmée, mais qu'il était clair qu'Israël allait faire une contre-attaque à un moment donné. Il ne spéculé pas sur la nature potentielle d'une frappe. Le risque d'une escalade est réel, mais un petit espoir réside dans le fait que la Chine, les Etats-Unis, l'UE et les acteurs régionaux s'efforcent par tous les moyens de l'éviter.

Selon Stubb, la Finlande agit activement pour qu'il n'y ait pas d'autres frappes.

Il a dit que la Finlande avait eu vent de l'attaque à l'avance. « Entre alliés, on a tendance de se prévenir sur différentes situations. » Selon lui « si et quand les Etats-Unis avaient une information sur le fait que l'Iran allait agir dans une forme ou autre, ils en ont appelé à leurs différents alliés pour une désescalade et pour communiquer sur la situation. »

Concernant l'achat d'armement entre la Finlande et Israël, Stubb indique que la situation aura un impact, dans l'avenir, sans toutefois préciser lequel.

Stubb relève qu'il est clair que les Etats-Unis en appellent à Israël. La pression est forte pour qu'Israël ne poursuive pas l'escalade.

A la question de savoir quel impact l'attaque avait sur la crise de Gaza, Stubb estime qu'à l'heure actuelle, il n'y avait pas d'impact direct, mais que la situation était un bon exemple du fait qu'il faut que l'objectif soit toujours un cessez-le-feu et la libération des otages. Il espère qu'Israël estime qu'une contre-réaction trop puissante ne profiterait à personne.

Enfin, Stubb a voulu lancer un message aux Finlandais.

« En raison de la situation mondiale, il y a des informations très belliqueuses sur tous nos écrans. Elles viennent d'Ukraine, du Moyen-Orient, de Gaza, d'Israël. J'espère que si vos enfants à la maison ont peur et vous posent des questions, alors ces problèmes difficiles pourront également être discutés dans les foyers. De ma propre jeunesse, je ne me souviens pas que la guerre ait été aussi présente sur les écrans. Dans le même temps, le message doit être clair : nous n'avons aucun problème d'aucune sorte en Finlande et nous, les Finlandais, ferons tout notre possible pour garantir que ce type de conflit soit également résolu dans les autres parties du monde ».

Yle, HS, IL

Propos de la ministre des Affaires étrangères

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen considère l'envergure de l'attaque iranienne comme exceptionnellement importante. Elle indique qu'en Finlande, il n'y avait aucune raison pour une inquiétude ou un souci direct.

Selon elle, la Finlande en appelle à une retenue extrême de toutes les parties et relève que cette position est exceptionnellement largement partagée par l'ensemble de la communauté internationale.

Elle se félicite du fait que des frappes ont pu être repoussées dans l'espace aérien de la Jordanie et relève que les pays arabes ont eu une approche constructive à l'égard de la situation. Elle souhaite que ces pays utilisent leur pouvoir d'influence pour arrêter l'engrenage de vengeance.

Valtonen a été en contact avec ces homologues nordiques et des pays Baltes et prévoit des appels avec ceux des pays de la région.

Concernant l'aide apporté à Israël en matière de défense et surveillance anti-aérienne par des pays de l'OTAN tels les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, Valtonen indique que cela ne signifie pas que la Finlande aurait automatiquement un rôle dans le conflit en tant qu'Etat membre de l'OTAN.

Valtonen rappelle l'importance de continuer à penser à l'Ukraine qui se trouve dans une situation extrêmement difficile.

Concernant l'Iran et son programme d'armes nucléaires, Valtonen estime que ce pays est très peu prévisible et qu'il convient d'être sur ses gardes à son égard.

HS/A7

Propos du président de la commission des Affaires étrangères

Kimmo Kiljunen, président de la commission des Affaires étrangères du Parlement, se déclare inquiet pour le risque d'engrenage de vengeance qui menace le Proche-Orient. La situation deviendra très difficile si Israël se livre à des contre-attaques.

Selon lui, en cas d'escalade de la situation, il s'agirait d'évacuer les casques bleus finlandais actuellement au Liban.

Kiljunen relève lui aussi qu'avec l'attention internationale portée au Proche-Orient, l'Ukraine en aura moins. Il regrette les tensions augmentées entre grandes puissances par le conflit.

Il trouve le plus effrayant le fait que l'Iran soit désormais une partie du conflit ouvert au Proche-Orient. Il souligne l'importance de pouvoir arrêter la situation qui risque de s'élargir à une guerre à grande échelle. Pour lui, les Etats-Unis ont un rôle important. Kiljunen ne compte pas sur des mesures militaires pour résoudre le conflit.

Kiljunen qui a fait un déplacement en Israël et en Cisjordanie à Pâques, s'est entretenu avec des dirigeants israéliens et palestiniens et voit un espoir dans le fait que les deux identifient la possibilité du modèle d'un seul Etat. Il a été étonné d'entendre que même parmi les Palestiniens, le modèle de deux Etats ne serait pas crédible. Pour beaucoup d'entre eux, reconnaître l'identité nationale et les droits civiques des palestiniens serait le plus important.

KS/lun

Editoriaux

"Il faut arrêter la spirale de la vengeance au Moyen-Orient" TS

Le monde attend avec impatience de voir comment Israël réagira aux attaques massives de drones et de missiles effectuées par l'Iran samedi dernier en fin de journée. L'Iran prévient Israël qu'il prendra des mesures encore plus sévères si ce dernier décide de faire une contre-attaque. L'Iran met également en garde les alliés d'Israël, en particulier les États-Unis. Les attaques iraniennes ont été largement condamnées, notamment en Occident. On attend des parties de la retenue afin d'éviter une nouvelle escalade.

L'escalade de la crise menace de faire basculer la situation au Moyen-Orient dans une guerre totale.

Le déplacement de l'attention des États-Unis vers le Moyen-Orient est une mauvaise nouvelle pour l'Ukraine, qui a désespérément besoin de soutien.

La situation semble difficile, mais une solution doit être trouvée dans le modèle à deux États. La communauté internationale doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour arrêter la spirale de la vengeance au Moyen-Orient.

TS/2

Une nouvelle phase dans la spirale de la vengeance au Moyen-Orient

Les tensions militaires au Moyen-Orient augmentent après que l'Iran a lancé sa première attaque directe contre Israël.

Dans la nuit de samedi à dimanche, l'Iran a attaqué Israël avec des drones et des missiles. En se vengeant, les dirigeants iraniens tentent de défendre leur autorité et de montrer à l'opinion publique nationale et à Israël que l'Iran ne se laissera pas humilier.

Toutefois, l'ampleur des représailles suggère que l'Iran a limité la frappe afin qu'Israël puisse réagir avec retenue. L'attaque iranienne n'a pas fait beaucoup de victimes, ce qui reflète l'ampleur de l'attaque et de la défense aérienne. Israël est également soutenu par les Américains et les Britanniques.

Paradoxalement, c'est le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui bénéficie de cette nouvelle phase du conflit. L'attaque a été repoussée. Les partisans d'Israël n'ont plus les yeux rivés sur la crise humanitaire à Gaza, mais sur la menace iranienne. Les États-Unis doivent réaffirmer leur soutien à Israël. Les Israéliens qui remettent en cause la ligne de conduite de Netanyahu pourraient être menacés de devoir soutenir le chef de l'État.

Malgré tous les efforts diplomatiques, il existe une menace de guerre directe.

HS/A4

Politique étrangère et européenne

Interview du Président Stubb

Le président de la République, Alexander Stubb, est président depuis maintenant six semaines. Stubb déclare qu'une ère nouvelle a commencé dans la politique étrangère et de sécurité de la Finlande. "La nouvelle ère est en grande partie due à la situation politique mondiale et au fait que l'ordre mondial tout entier est actuellement en transition."

Et bien sûr, on a rejoint l'OTAN.

Stubb estime que la tâche des dirigeants en matière de politique étrangère consiste désormais à maximiser l'influence et la marge de manœuvre de la Finlande. "Nous sommes dans une position favorable dans le sens où nous n'avons jamais eu autant de liberté d'action en matière de politique étrangère et de sécurité dans l'histoire de la Finlande."

Il affirme que la liberté d'action de la Finlande n'était pas à son niveau actuel même après la chute de l'Union soviétique quand on imaginait que la Russie deviendrait une démocratie libérale occidentale. "Même à cette époque, nous ne pouvions pas en être sûrs de l'évolution de la Russie. Nous avons dû prendre différentes mesures avec prudence", explique Stubb.

"Paradoxalement, après le début de la guerre d'agression russe, notre liberté d'action s'est renforcée, car nous avons compris que l'Europe serait divisée en deux de manière quasiment permanente."

Cela signifie que d'un côté du nouveau rideau de fer se trouvent la Russie et la Biélorussie. De l'autre côté, des dizaines d'États européens considèrent le désir d'expansion de la Russie comme une menace constante.

Peut-on résumer cela par le fait que la Finlande a plus de liberté que jamais ?

"D'une certaine manière, oui. Nous jouissons de plus de liberté ou de liberté d'action que jamais auparavant. Cela signifie que nous avons plus de choix. Avant, nous n'avions pas le choix. La période où nous avions notre option d'entrer dans l'OTAN a également créé une incertitude stratégique », dit-il.

Selon Stubb, même la neutralité [de la Finlande] pendant la guerre froide était dictée par la nécessité. "Nous avons dû nous définir comme neutres, car c'est ainsi que nous avons maintenu l'Union soviétique à l'écart."

Le principal déterminant de la politique étrangère de la Finlande a toujours été la Russie.

Aujourd'hui, selon Stubb, la Russie n'est plus au cœur de la politique étrangère et de sécurité de la Finlande, même si elle joue toujours un rôle important.

"Cela nécessite probablement un peu d'adaptation de la part de nous tous", déclare Stubb.

Selon Stubb, la grande liberté d'action historique actuelle de la Finlande est déterminée par le fait que, grâce à la Russie, la Finlande est l'un des pays géopolitiques les plus importants pour l'Occident.

Selon Stubb, le débat sur le changement de politique étrangère [en Finlande] se concentre trop sur l'OTAN, l'adhésion à l'OTAN et l'Occident.

Selon Stubb, la pierre angulaire de la politique étrangère [de la Finlande] est l'Occident, mais le changement dans l'influence et la liberté d'action de la Finlande se produit également ailleurs.

"La situation actuelle de la Finlande permet des relations bilatérales de grande envergure avec, par exemple, l'Inde, la Chine, le Brésil et le Nigeria."

La Finlande n'a pas de passé colonial et impérialiste vis-à-vis des pays émergents d'aujourd'hui, dit Stubb. "Cela nous donne aussi la possibilité d'agir. C'est pourquoi j'ai défini ma propre ligne de politique étrangère et de sécurité comme étant un réalisme fondé sur des valeurs. »

Cela signifie que la Finlande adhère aux valeurs occidentales traditionnelles, à savoir la démocratie, la liberté, les droits de l'homme, les droits fondamentaux et l'État de droit.

"Notre intérêt réside toujours dans un système fondé sur des institutions internationales fortes et des règles internationales. Dans le même temps, nous sommes réalistes quant au fait que les quelque 200 États que compte le monde ne partagent pas tous notre base de valeurs. »

Par réalisme fondé sur des valeurs, vous entendez, entre autres choses, que vous devez être capable de travailler avec des pays autoritaires. Où est la limite où la Finlande ne peut plus travailler avec un pays ?

"C'est du cas par cas. Il n'existe pas de définition large et sans ambiguïté. Pour cela, il faut faire preuve de... du bon sens et des règles que nous avons dans la constitution et les traités, les chartes de l'ONU ou les documents de l'OSCE."

"En politique étrangère et de sécurité, il faut faire chaque jour des choix de valeurs. Cela signifie se demander, par exemple, si vous êtes prêt à accorder une aide au développement à un pays où l'homosexualité est un crime passible de la peine de mort. Êtes-vous prêt à exporter des armes vers un pays autoritaire mais qui lutte contre le terrorisme ? Il n'y a pas de frontière claire et sans équivoque. »

Existe-t-il un danger que dans la doctrine du réalisme fondé sur les valeurs, la partie valeur disparaisse et que seul le réalisme subsiste ?

"Il y a toujours un danger que le réalisme prenne le pas sur les valeurs. Ma thèse est que les solutions pratiques doivent être spécifiques à chaque cas et que l'objectif doit toujours être de donner la priorité aux valeurs."

Toutefois on ne peut pas toujours faire primer les valeurs. "Par exemple, une grande partie de la crise climatique restera sans solution si nous ne coopérons pas avec la Chine, l'Inde ou l'Arabie Saoudite, avec qui nous ne partageons pas toujours la même base de valeurs."

Mentionnez-vous les droits fondamentaux ou les Ouïghours lorsque vous irez en Chine ?

"Bien sûr."

Le réalisme de la politique étrangère limiterait-il les critiques à l'égard de Trump ?

"Non, à mon avis. Mais il y a toujours des situations où cela vaut la peine de réfléchir aux intérêts de la Finlande dans une situation donnée."

Et la Finlande peut-elle acheter des armes à Israël, qui a par exemple bombardé des travailleurs d'organisations humanitaires ?

"Cela sera certainement examiné au cas par cas, tant en termes d'exportation que d'achat d'armes. Ici aussi, le réalisme basé sur les valeurs fonctionne probablement comme un très bon instrument. »

En Finlande, la constitution n'oblige pas le président à informer le parlement de ses actions.

Existe-t-il un danger que la capacité du parlement à obtenir des informations, par exemple sur les discussions du président sur l'OTAN, ne dépende que de la volonté du président ?

"Maintenant, cela repose sur les individus au pouvoir. Je pense que notre constitution dispose déjà aujourd'hui de suffisamment de verrous pour protéger les institutions. Mais ce que je souhaite examiner plus largement comment nous pouvons mieux intégrer la préparation des décisions de l'UE et de l'OTAN. »

La Constitution devrait-elle garantir qu'une coopération harmonieuse, vitale pour la sécurité de la nation, ne dépende pas de la volonté de ceux qui sont au pouvoir à un moment donné ?

"À mon avis, il est encore trop tôt pour évaluer cela à ce stade. [...] Dans la situation politique internationale actuelle, il vaut mieux se concentrer sur autre chose que sur nos propres conflits institutionnels internes. »

HS

Editorial

« Il faudra s'habituer au style de Stubb » HS

En tant que membre de l'OTAN, la Finlande n'aborde pas sa politique étrangère, de sécurité et de défense uniquement à travers le prisme de la Russie, explique Stubb. Il estime que la liberté d'action de la Finlande s'est paradoxalement élargie après le début de la guerre d'agression russe. Selon Stubb, la nouvelle situation nécessite que les Finlandais s'y habituent. C'est vrai. La Finlande a une longue tradition de silence sur les menaces liées à la Russie. Pendant des décennies, on a fait du shadow boxing concernant la question de l'adhésion à l'OTAN. Et Stubb est lui-même un fruit de cette époque.

En tant que président, Stubb a comme message que le débat public est trop guerrier et se concentre trop sur les armes, les munitions et les armées. Stubb a raison, mais sa façon de minimiser les choses attire également l'attention.

Vendredi, Stubb a déclaré qu'il pensait que l'Ukraine n'était pas en danger immédiat malgré la pénurie de munitions. Dans le même temps, le SACUER Cavoli, qualifie la situation d'extrêmement grave. Tous deux ont probablement des raisons qui motivent leurs appréciations. Il faut un certain temps pour s'habituer au style de Stubb. Les Finlandais n'ont pas besoin d'être rassurés ou réveillés, mais d'une évaluation réaliste de la situation actuelle par la personne la mieux informée sur la situation sécuritaire en Finlande.

HS

Frontière orientale

Editorial

L'État de droit doit être résilient aux crises

Le gouvernement du Premier ministre Petteri Orpo prépare une loi d'exception qui tente de minimiser les risques liés à l'ouverture des points de passage frontaliers à la frontière orientale et de faire face à la menace d'immigration instrumentalisée créée par la Russie. L'objectif du gouvernement est de pouvoir renvoyer les demandeurs d'asile de la frontière vers la Russie sans évaluer les motifs du droit d'asile et en contournant l'interdiction absolue de renvoi.

Le climat de peur favorise les mesures dures et le gouvernement a besoin du soutien des citoyens pour arriver à ses fins. Il est également vrai que la réglementation européenne n'offre toujours pas de moyens pour lutter contre l'immigration instrumentalisée. Il est également difficile de contester l'affirmation selon laquelle la loi d'exception est nécessaire parce que les évaluations de la menace sont basées sur des informations du renseignement qui ne sont pas publiques. Dans ce contexte, l'évaluation de la menace peut constituer une grosse bulle, entretenue par les dirigeants. Et aucune alternative n'est envisagée, même si le chancelier de la justice le demande.

Bien entendu, le gouvernement reconnaît les risques, car le projet de loi viole la Constitution, les obligations internationales liant la Finlande et le droit européen.

Il semblerait, selon le gouvernement que les projets finlandais ont été tacitement approuvés par la Commission européenne. Le président Stubb, a déclaré mercredi avoir discuté des intentions de la Finlande avec la présidente de la Commission. Et Von der Leyen prévoit également de montrer son soutien politique à la Finlande en se rendant en Finlande et à la frontière orientale cette semaine.

On peut se demander comment on serait sûr qu'aucune poursuite ne sera intentée contre la Finlande pour violation de la Convention européenne des droits de l'homme. Il en va de la crédibilité de l'UE.

Orpo a indiqué jeudi que le projet de loi serait modifié, entre autres, en ce qui concerne le statut juridique des gardes-frontières. La tâche est difficile. Si l'on demandait aux autorités frontalières d'être exonérées de toute responsabilité et d'obtenir une sorte d'autorisation de tuer, il y aurait en Finlande des exécutants de la puissance publique et de la force dont les actions ne seraient pas évaluées conformément à la loi.

Cependant, la politique est l'art de ce qui est possible à un moment donné. La Constitution prévoit la possibilité de prévoir des exceptions limitées [aux règles constitutionnelles], un peu comme soupape de sécurité. L'interprétation des accords internationaux évolue également.

La morale, les valeurs et la perception du droit et de la justice évoluent avec le temps, et de nombreux députés y font désormais référence.

De par sa nature, le débat sur les droits fondamentaux est difficile, car il est facilement détourné par le légalisme. Et le légalisme occulte le fait que les choix de valeurs sont politiques. Les solutions et les décisions concernant les choix de valeurs découlent du système politique et du débat public. Mais le légalisme est également nécessaire, car il n'y a pas de démocratie libre sans État de droit.

Dans une démocratie occidentale libre, le système politique exerce le pouvoir et fait des choix de valeurs sur les questions politiques. La Constitution finlandaise est rédigée de telle manière que si les cinq sixièmes du Parlement souhaitent s'écarter de la Constitution, cela est possible.

L'histoire montre que les Finlandais n'ont eu aucun problème à limiter les droits fondamentaux face à une menace extérieure, comme en témoigne les décisions prises en 2020 pendant la pandémie. La justification en était la nécessité, et son évaluation est toujours politique.

Cependant, au nom de la nécessité politique on peut proposer beaucoup de choses qui peuvent se retourner contre les citoyens. C'est pourquoi le principe de précaution est important. Mais la Constitution n'est pas une table de loi que l'on ne saurait modifier.

L'essentiel est de savoir si l'on est prêt à faire des compromis sur la protection de la vie.

L'époque est favorable à un populisme qui ignore les droits fondamentaux, et cela se reflète également dans les actions du gouvernement. Le Chancelier de la Justice et la Commission du droit constitutionnel ont donc aujourd'hui une grande responsabilité entre leurs mains, car il en va notamment de la crédibilité des institutions.

Le problème auquel on est confronté ne sera pas résolu par la loi dite de renvoi, ni à la frontière orientale ni ailleurs. La Russie peut tester la Finlande de bien d'autres manières. Le projet de loi tout à fait exceptionnel met à l'épreuve la résilience de l'État de droit finlandais.

HS

Diplomatie

Nominations d'ambassadeurs

Le 12 avril, le Président de la République a nommé huit nouveaux ambassadeurs et trois nouveaux ambassadeurs non-résidents.

Päivi Peltokoski est nommée chef de mission à l'ambassade de Finlande à Nicosie.

Titta Maja-Luoto est nommée chef de mission à l'ambassade de Finlande à Lisbonne.

Marja Liivala est nommée chef de mission à l'ambassade de Finlande à Moscou.

Tarja Kangaskorte est nommée chef de mission au bureau de représentation de Ramallah.

Tarja Fernández est nommée chef de mission à l'ambassade de Finlande à Kiev.

Anne Vasara est nommée chef de mission à l'ambassade de Finlande à Kuala Lumpur.

Jaakko Lehtovirta est nommé chef de mission à l'ambassade de Finlande à Vilnius.

Leena-Kaisa Mikkola est nommée chef de mission à l'ambassade de Finlande à Washington.

Les nominations prennent effet à compter du 1er septembre 2024.

Le Président de la République a également nommé l'Ambassadrice Theresa Zitting, Chef de mission à l'Ambassade de Finlande à Dar es Salaam, au poste d'Ambassadrice non-résidente au Burundi ; l'ambassadeur Kimmo Lähdevirta, chef de mission à l'ambassade de Finlande à New Delhi, en tant qu'ambassadeur non-résident au Bangladesh ; et l'ambassadeur Ari Mäki, chef de mission à l'ambassade de Finlande à Mexico, ambassadeur non-résident au Salvador.

<https://valtioneuvosto.fi/-/suurlahettilasnimityksia-ja-sivuakkreditointeja?languageId=en> US

Energie

L'acceptabilité de l'énergie éolienne est remise en question

En Finlande, les nouvelles installations éoliennes ont été construites en grand nombre et rapidement. Si les effets combinés des parcs éoliens ne sont pas mieux pris en compte, les oppositions locales pourraient croître et la construction de nouveaux parcs éoliens pourrait s'arrêter.

C'est la conclusion à laquelle sont parvenus le professeur *Lasse Peltonen* et le chercheur *Jakob Donner-Amnell* de l'université de l'est de la Finlande dans une étude récente sur l'acceptabilité de l'énergie éolienne. L'étude est basée sur des entretiens avec les experts de l'industrie et une enquête en ligne.

Les chercheurs affirment que l'acceptabilité locale de l'énergie éolienne en Finlande est mise à l'épreuve. Le mot clé est « local ». L'acceptation sociale et commerciale de l'énergie éolienne est encore largement répandue.

Les aspects négatifs se feront sentir là où les éoliennes seront installées. En général, l'énergie éolienne est discutée dans le contexte du paysage, des nuisances sonores et visuelles. Les chercheurs souhaitent approfondir cette image.

L'acceptabilité peut aussi être rongée par des sentiments d'injustice. Le propriétaire du terrain du parc éolien perçoit un bon loyer annuel et participe aux négociations dès le début. Dans le même temps, d'autres propriétaires fonciers se sentiront lésés si les forêts nécessaires à la construction de la ligne électrique sont expropriées à un prix bas.

Les chercheurs portent également attention aux effets combinés de plusieurs parcs éoliens dans un même paysage. Un site ne perturbe peut-être pas encore de manière significative la nature locale, mais plusieurs sites peuvent le faire. L'acceptabilité dépend également de l'utilisation qui est faite de l'électricité produite par les parcs éoliens.

HS/A27